

Priorités méditerranéennes de la présidence espagnole de l'UE **Le Plan Solaire, la gestion de l'eau et la décontamination de la Méditerranée, les transports maritimes et terrestres et le soutien aux petites et moyennes entreprises, projets de l'UpM prioritaires pour l'Espagne.**

ENTRETIEN avec *Fidel Sendagorta* par *Lurdes Vidal*

En janvier 2010, l'Espagne assumera la présidence de l'Union européenne (UE), une opportunité particulière : il s'agira du premier pays qui va exercer la présidence sous le traité de Lisbonne, qui entrera en vigueur en décembre, avec un nouveau président, le belge Herman Van Rompuy, et une nouvelle chef de la diplomatie européenne, la britannique Catherine Ashton.

AFKAR/IDEES s'est entretenu avec Fidel Sendagorta, directeur général de Politique extérieure pour la Méditerranée du ministère des Affaires étrangères et de la coopération, sur les priorités pour la région de la présidence espagnole de l'UE.

AFKAR/IDEES : *Y a-t-il des perspectives pour développer, sous la présidence espagnole, la mise en fonction aussi bien du secrétariat de l'UpM que des réunions ministérielles ? A-t-on fixé une date pour le II Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement de l'UpM ? Dans ce sens, a-t-on prévu une action concrète afin de reimpliquer la coprésidence égyptienne dans ce processus ?*

FIDEL SENDAGORTA : L'une des priorités de la présidence espagnole dans le domaine des relations extérieures de l'UE sera de développer l'UpM, en activant tous les préparatifs nécessaires pour que le nouveau secrétariat soit opératif au cours des prochains mois. De même, le gouvernement a l'intention de convoquer un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UpM qui pourrait avoir lieu au prin-

Priorités de la présidence espagnole du conseil de l'UE dans le domaine euroméditerranéen

L'Espagne assumera la présidence du Conseil de l'UE : ce sera au cours du premier semestre 2010, à un moment clef pour l'Espagne mais aussi pour l'ensemble de l'Europe. Le contexte de crise économique et l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne conditionneront sans aucun doute une grande partie de la présidence. Conformément à la décision approuvée par le congrès après le débat sur l'état de la Nation, les priorités de la présidence espagnole de l'UE sont au nombre de trois : la lutte pour la récupération économique et la création d'emploi, dans le cadre de la stratégie de Lisbonne post-2010 ; le développement de l'Europe en tant qu'acteur global au sein de la société internationale ; l'application et la mise en fonctionnement du traité de Lisbonne.

Dans le domaine des relations extérieures, la présidence espagnole est décidée à adopter un caractère nettement euroméditerranéen. L'Espagne a besoin d'une politique européenne forte au sein de la Méditerranée, et celle-ci ne sera possible qu'avec la collaboration de tous les États membres. La Méditerranée est une priorité pour la politique extérieure et européenne de l'Espagne. En ce sens, la meilleure façon de faire valoir ses propres intérêts est d'exercer un rôle de leadership dans la politique méditerranéenne de l'UE, en demandant aux pays membres de porter une plus grande attention à leurs voisins - notamment au Maghreb - et en contribuant à la résolution des conflits au Proche-Orient.

- Dans un tel contexte, il sera essentiel de promouvoir l'Union pour la Méditerranée (UpM), en préservant l'héritage du Processus de Barcelone mais en utilisant au maximum les nouveaux instruments disponibles. Il faudra accélérer la résolution des questions relatives à la composition du Secrétariat et à l'élection du secrétaire général. En matière de projets, l'Espagne participe activement aux six qui ont été approuvés, et en particulier les trois suivants : le Plan Solaire, l'université euroméditerranéenne et l'initiative de promotion des PME et des micro-entreprises. En matière bilatérale, il convient de mentionner la tenue du premier sommet UE-Maroc, dans le cadre du statut avancé. L'Espagne prévoit d'organiser aussi des réunions de haut niveau avec des partenaires comme l'Egypte et la Tunisie.

- La paix et la stabilité au Proche-Orient seront également l'un des axes des priorités euroméditerranéennes. L'Espagne offrira à cet effet son expérience et sa capacité d'interlocution, reconnues depuis le Sommet de Madrid.

- L'accent sera surtout placé sur l'élargissement de l'UE, surtout en ce qui concerne la Croatie (il est fort probable que le traité d'adhésion soit signé pendant la présidence espagnole) et la Turquie, la présidence espagnole étant disposée à favoriser les conditions permettant d'avancer de manière durable et visible dans les négociations d'adhésion.

temps. Pour cela, il faudra que l'atmosphère au Proche-orient s'améliore puisque la détérioration de la confiance dans la région a influencé négativement les travaux de l'UpM au cours de cette année. Le récent voyage du président du gouvernement, José Luis Rodríguez Zapatero en Egypte a servi à concerter ces questions avec la coprésidence égyptienne.

A/1 : *Quels sont les projets de l'UpM que l'Espagne, à travers la présidence européenne, veut rendre prioritaires ? Concrètement, quels objectifs veut-elle atteindre ? Dans ce cadre, la présidence espagnole a-t-elle pensé à lancer une action destinée à la société civile ?*

F.S. : Notre intention est de promouvoir tous les projets de coopération ré-

■ Nous devons créer des marchés énergétiques de plus en plus intégrés des deux côtés de la Méditerranée

gionale approuvés lors du sommet de l'UpM de Paris. Mais logiquement certains sont d'un intérêt particulier pour l'Espagne, tels le Plan Solaire méditerranéen, la gestion de l'eau et la décontamination de la Méditerranée, les transports maritimes et terrestres et le soutien aux petites et moyennes entreprises. Pour ces projets, notre objectif est de faire des études de viabilité, de travailler sur le cadre normatif, de chercher des lignes de financement et de concevoir des programmes de formation. Pour ce qui est de la société civile, l'Espagne va accueillir une réunion du Forum civil euroméditerranéen et un autre réseau national de la Fondation Anna Lindh pour le dialogue entre cultures.



Fidel Sendagorta, directeur général de Politique extérieure pour la Méditerranée. / IEMED

A/1 : *Après les deux visites de Zapatero dans la région, l'Espagne a-t-elle un objectif concret pour contribuer à la reprise des négociations de paix au Proche-Orient ?*

F.S. : La recherche de solutions au conflit du Proche-Orient constitue un objectif important de notre présidence. Pour le moment, la reprise des négociations dans les différentes parties est la priorité, et nous voulons que l'UE contribue à y réussir en coordination avec les parties, les Etats-Unis et les autres membres du Quartet.

A/1 : *Dans ce sens, la présidence espagnole a-t-elle prévu des actions afin d'élargir les relations de l'UE avec les USA dans la région ?*

F.S. : Nous voulons travailler très étroitement avec l'administration américaine sur toutes les questions régionales, en prêtant une attention particulière au processus de paix au Proche-Orient et à l'évolution de la question nucléaire iranienne.

A/1 : *En parlant d'Iran, et étant donnée son importance dans la région, comment le gouvernement espagnol prétend-il approcher cette affaire ?*

F.S. : L'Espagne appuie totalement l'offre du président Obama pour résoudre à travers du dialogue le contentieux sur l'usage de l'énergie nucléaire par l'Iran. Nous avons une opportunité unique pour que l'Iran puisse développer un programme nucléaire civil respectant toutes les conditions internationales, mais à la fin de

cette année nous saurons s'il a la volonté de négocier de bonne foi. Si ce n'est pas le cas, l'UE agira en conséquence.

A/1 : *Comment la présidence espagnole peut-elle améliorer la sécurité énergétique de l'UE ?*

F.S. : Nous nous proposons de souligner l'importance des pays du sud de la Méditerranée, et en particulier de l'Algérie, pour la sécurité énergétique européenne. Nous devons travailler pour créer des marchés énergétiques de plus en plus intégrés des deux côtés de la Méditerranée. Ceci implique de promouvoir le développement de l'anneau électrique méditerranéen, qui serait indispensable pour promouvoir la commercialisation des énergies renouvelables dans la région.

A/1 : *Pour finir, quelles mesures a-t-on prévues sous la présidence espagnole pour développer le statut avancé du Maroc avec l'UE ? Pouvons-nous espérer à ce que d'autres pays de l'espace euroméditerranéen entreprennent un chemin semblable à celui du Maroc ?*

F.S. : Notre but est de convoquer le premier sommet UE-Maroc, ce qui constitue une des innovations du statut avancé, qui présente un symbolisme politique spécial. Nous travaillerons pour que le sommet serve à visualiser ce rapprochement des relations avec le Maroc et pour identifier une série de priorités mutuelles auxquelles nous devons travailler au cours des prochains mois et années. ■